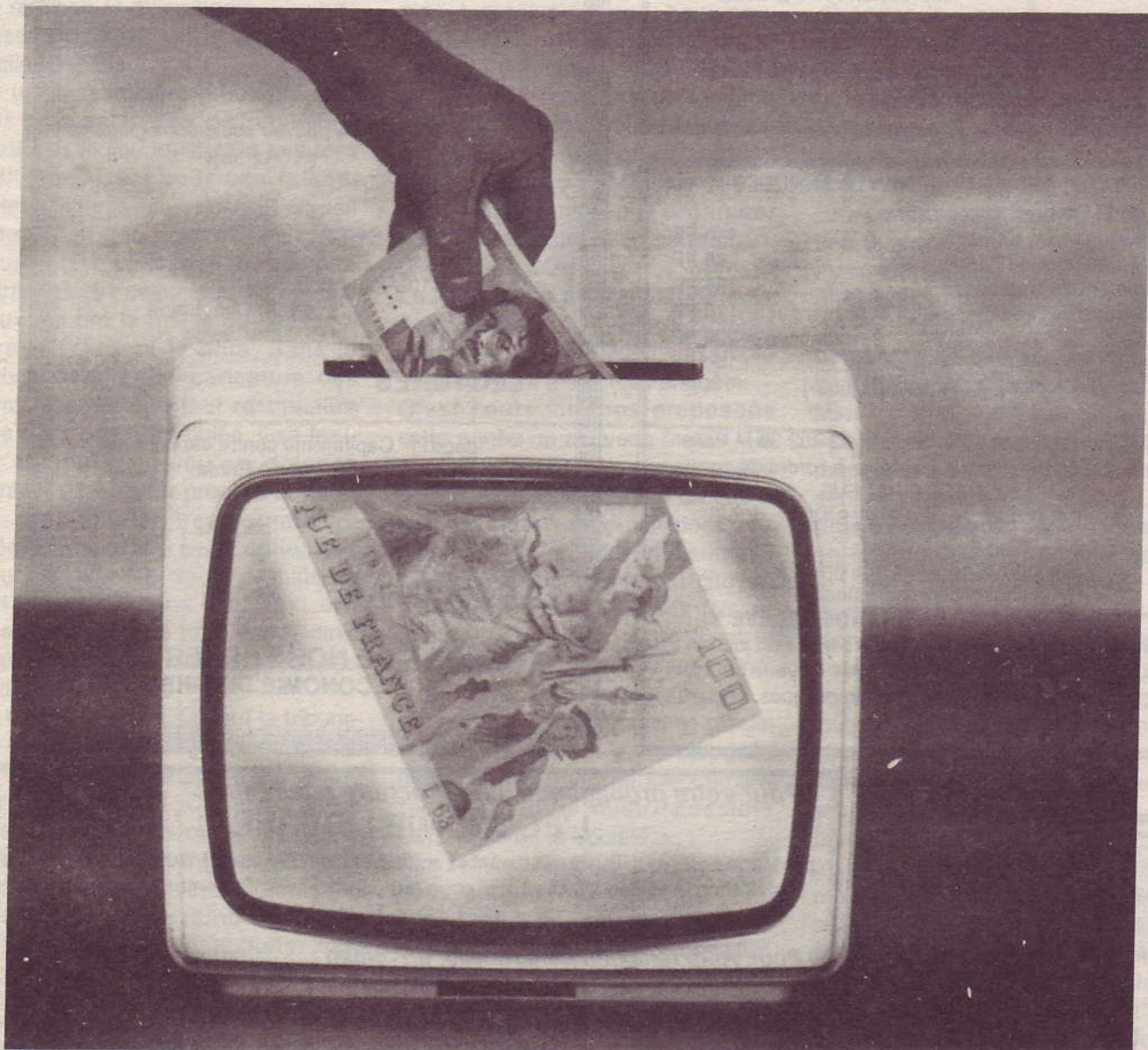


M 1669 - N°906 - 11 F - Décembre 1991 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

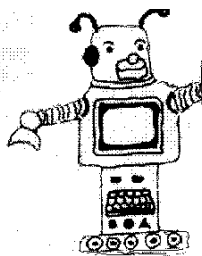
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



Publicité ou redevance, ce sont toujours les consommateurs qui paient !

M 1669 - 906 - 11,00 F





Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	110 FF
Abonnement d'essai (6mois)	65 FF
Abonnement de soutien.....	155 FF
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels	175 FF
.....10 n° mensuels.....	220 FF
Etranger.....	140 FF

(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à
ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer
leur abonnement aux tarifs indiqués.

TELEPHONE

les mardi et jeudi, l'après-midi
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :

3614

code :

CHEZ *REIN

* ÉDITORIAL

page 3 La fin du secret?
par M-L Duboin

* ACTUALITÉS

page 4 On avance!

page 10 Lu, vu, entendu

page 12 Des chiffres

page 13 Croissance et chômage
par L. Gilot

* RÉFLEXIONS

page 4 **Questionnaire 1991**

page 5 Contre-pouvoir socio-écologique
par A. Prime

page 7 Pub

par R. Marlin

page 8 Tchèques sans illusions

page 10 Alors quoi?

par A. Chantraine

* LECTURES

page 11 Capitalisme contre capitalisme
par A. Prime

* **BLOC-NOTES** page 12

* **COURRIER** page 14

* **RÉSUMÉ DE NOS THESES**
page 16 **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

◇ Pour votre propagande, une brochure à faire lire : **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace, facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques.
(22 F pièce, franco)

◇ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

brochure de 36 pages par André PRIME, (20 F, franco).

◇ Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et LES YEUX OUVERTS

toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal..

La fin du secret?

par Marie-Louise DUBOIN

Nul d'entre nous ne détient l'absolue vérité. Et si l'enseignement de J. Duboin nous a appris à comprendre "la grande Révolution" dont nous sommes les témoins, et indique la voie pour évoluer vers "Demain" où le socialisme rendra possible l'épanouissement de tous, il ne nous dispense pas pour autant de réfléchir et d'apprendre à le faire ensemble, dans la plus large démocratie possible.

Or une assemblée, fut-elle formée des plus zélés des distributistes, n'est pas le lieu idéal pour une telle réflexion. Ceci pour une raison, hélas évidente, et qu'Hubert Curien a fort bien décrite récemment (1) sous le nom de loi de l'"inverse proportionnalité", selon laquelle ce sont ceux qui ont le moins de choses à dire qui parlent le plus. Sans le suivre dans cette caricature des beaux parleurs, il faut reconnaître que dans une assemblée, il se trouve toujours quelqu'un d'assez content de lui pour prendre la parole... et la garder, trop heureux de s'écouter parler, éventuellement pour ne rien dire de neuf, mais au détriment de ceux qui, eux, ont quelque chose de nouveau à dire, mais n'osent pas, ou ne savent pas le dire en public.

La Grande Relève se veut la tribune de tous ceux qui ont quelque chose de nouveau à dire pour faire avancer nos idées (2). Car les articles que nous sommes quelques-uns à écrire régulièrement ne suffisent pas. Ils ont pour objet d'analyser l'actualité pour amorcer des réflexions, ou bien d'apporter des arguments à ceux de nos lecteurs qui font, souvent à titre individuel et sans s'en vanter, un gros travail de propagande. Ce qu'il nous faut en plus, pour progresser, ce sont les réflexions du plus grand nombre de gens possible, distributistes ou non. Et que notre journal devienne un cas unique : un journal écrit par l'ensemble de ses lecteurs. Après tout, l'économie distributive repose sur la plus profonde démocratie

possible, il est donc normal que le journal des distributistes permette, justement, l'apprentissage de la démocratie et offre à tous une tribune pour leurs idées originales et susceptibles de faire avancer l'humanité vers un monde plus convivial et plus juste.

C'est dans cet esprit que l'an dernier, à pareille époque, nous soumettions à nos lecteurs un questionnaire sur le revenu de base, ou allocation universelle, leur demandant, en particulier, s'ils considéraient un tel revenu comme une transition vers l'économie distributive et s'ils voyaient un moyen d'organiser pareille REdistribution sans changer tout le système.

Les réponses à ce questionnaire nous ont montré que nos lecteurs acceptaient de réfléchir ensemble en participant à une telle enquête.

C'est pourquoi nous proposons cette année un nouveau thème : **le contrat civique** et un questionnaire pour l'amorcer. Le contrat civique a été présenté l'an dernier dans nos numéros 901 et 903. En résumé, il s'agit de demander à tout citoyen actif de rendre publics à la fois sa contribution à la Société (3) et le montant des revenus qu'il en attend. Ceci dans un contrat soumis à l'approbation d'un organisme officiel (dont une définition a été proposée dans notre numéro de juin dernier) représentant le mieux possible l'ensemble de la Société.

Par sa contribution à la Société, nous entendons les tâches qu'il fournit, sous quelque forme que ce soit (en tant que salarié, conseiller, PDG, fonctionnaire, etc...) ou qu'il offre de fournir, en fonction de ses compétences, s'il est au chômage. Et les tâches dont il s'agit ne doivent pas être limitées aux tâches rentables **financièrement** mais, et c'est essentiel, inclure toutes les tâches dont l'**utilité** est publique.

Les revenus qu'il en attend se confondent avec ceux qu'il perçoit lorsqu'il s'agit d'une personne en activité, ou retraitée, (il s'agit alors

de la déclaration des revenus, elle existe déjà), ou de ceux qu'il demande, s'il est au chômage, pour se tenir prêt à faire le travail qu'il offre, dès que celui-ci est possible.

Un tel contrat **rend donc public le rapport entre l'utilité d'un citoyen, ses compétences et ses revenus**. Il permet ainsi à la Société de porter un jugement circonstancié sur le bien-fondé de ce rapport, alors que jusqu'ici il n'est soumis qu'à ce qu'on appelle "la loi" de l'offre et de la demande de travail, c'est-à-dire au hasard des circonstances ou des pressions.

En économie distributive, l'acceptation du contrat civique ouvre automatiquement droit au versement par un organisme public des revenus qui y sont définis.

Le contrat civique est parfaitement imaginable dans le système actuel. Mieux même, il offre une transition vers l'économie distributive, car il y prépare les esprits en amenant les gens à juger leurs semblables **non plus d'après leur train de vie mais en fonction de leur activité sociale**. Bien entendu, il soulève le problème **de la transparence**. Tout le monde s'accorde à l'heure actuelle pour l'exiger des hommes politiques, mais est-on prêt à l'exiger de tout le monde ? Certains cadres du secteur privé, comme des professions libérales, considèrent que le montant de leurs revenus doit demeurer secret pour leur entourage (il doit cependant être déclaré aux employés du fisc). Et certaines personnalités connues (J. Chaban-Delmas, Calvet) ont crié au scandale lorsque le Canard Enchaîné a soulevé un coin de ce "secret". Au nom de quoi? Le montant des revenus perçus par un citoyen n'est-il pas un élément de l'économie ? Il est donc naturel que la Société ait un droit de regard dessus et on ne peut prétendre qu'il s'agit de la vie privée. D'ailleurs une infirmière ou une caissière d'hypermarché n'éprouve pas le besoin de faire mystère de son salaire. Qui donc y

a intérêt et pourquoi ? Pour parvenir à la véritable démocratie, donc aussi à la démocratie économique, ne faut-il pas commencer par cette transparence-là ? Dans ce même ordre d'idée, il faudra plus tard, discuter de l'anonymat de l'argent...

Un mot de circonstance pour terminer : le contrat civique est le moyen pour **mettre en route le revenu de citoyenneté**. Celle-ci reposerait alors sur la convivialité, l'esprit de

coopération d'un individu et n'envenimerait pas la polémique relancée récemment par Giscard à propos de "l'invasion", sur le droit du sol ou le droit du sang. Le critère d'utilité sociale que nous proposons n'est ni raciste, ni xénophobe : un balayeur arabe ou noir est sûrement plus utile qu'un trafiquant de drogue bien blanc. Le contrat social me paraît donc un bon cheval de combat contre l'apartheid odieux qu'institue-

raient les récentes propositions éhontées du "Front National" .

— — —

(1) C'était dans l'émission "Personne à gratter" d'Europe 1.

(2) Bien entendu parmi ceux qui n'osent pas parler, il y a aussi ceux qui n'ont pas l'habitude d'écrire et, par conséquent, ne sont pas toujours assez concis pour être clairs. Ils peuvent alors d'accepter que nous résumions leurs propos.

(3) Mot pris dans le sens de "société humaine".

Questionnaire 1991

(merci d'avance à nos lecteurs qui nous renverront ce questionnaire rempli par eux-mêmes et par le plus grand nombre possible d'autres personnes)

1. Quels avantages voyez-vous au **contrat civique**, proposé et décrit dans nos numéros 901, 903 et 906?
2. Quels inconvénients y voyez-vous?
3. Estimez-vous normal que le montant des revenus soit maintenu secret comme s'il faisait partie de la vie privée?
4. Considérez-vous que l'instauration du **contrat civique** puisse être une transition vers l'économie distributive?
5. A votre avis, comment doit être composé l'organisme officiel chargé d'accepter ou non les termes d'un contrat de citoyenneté?
6. Pensez-vous que l'acceptation officielle d'un **contrat civique** puisse être ce qui ouvre droit à un revenu de citoyenneté?
7. Pensez-vous que la reconnaissance de citoyenneté, en ce qui concerne quelqu'un de valide, puisse être fondée sur autre chose que l'utilité sociale?
Si oui, sur quoi?
8. Avec quelle périodicité un contrat civique doit-il être à renouveler ?
Dans quelles conditions?

Contre-pouvoir socio-écologique

Par André PRIME

Dans la Grande Relève, nous avons constamment essayé d'analyser les événements qui ont, ces trois dernières années, changé la face socio-économique et géographique du monde. 1991 s'achève. Résumons la situation : D'un côté, la fin du communisme dans les pays du "socialisme réel" (on fait généralement l'impasse sur la Chine et divers, comme si ce n'était plus qu'une question de temps).

De l'autre côté, triomphe du libéralisme, du capitalisme, de l'économie de marché (ad libitum : c'est la même chose !). Tel est du moins le credo de la droite et maintenant de nombreux "socialistes" qui oublient que la droite dure associe la fin du socialisme à celle du communisme : deux cadavres au lieu d'un.

Au milieu, un vrai "peuple de gauche", ou désespéré, ou refusant cet "état du monde", ce "nouvel ordre mondial" unipolaire, qui cherche comment continuer la lutte. Dans "Eppur si muove" - GR d'octobre - nous écrivions : "Le socialisme est sonné. Et pourtant, il se meut. Les distributistes, d'autres, veillent".

Compte tenu du nouvel "état des lieux", peut-on encore espérer "rompre" avec le capitalisme ou simplement l'aménager, comme cela s'est fait depuis des siècles ?

Tout d'abord, essayons de regarder froidement la réalité en face.

1. Dans les pays industrialisés, type G7, la perspective d'un "grand soir" est exclue. Nulle personne un tant soit peu réaliste ne peut imaginer que des mouvements de révolte, si amples soient-ils, puissent résister longtemps à la force armée, à supposer que les forces de police s'avèrent insuffisantes. Et de toute façon, y a-t-il, dans ces pays, une majorité révolutionnaire dans ce sens ? Non. Pompidou pensait qu'avec un million de chômeurs, la France exploserait. Elle en compte aujourd'hui trois millions...

2. Peut-on encore imaginer des gouvernements de gauche décidant de rompre brutalement avec le capitalisme, à l'instar des Suédois, qui, alors qu'ils roulaient à gauche, ont, en une seule nuit, inversé tous les panneaux de la circulation pour rouler à droite dès le lendemain ? Encore plus impensable que le grand soir. En Suède même, précisément, après des décennies de règne, le "socialisme à la suédoise" est en perte de vitesse.

En 1981, en France, le programme du PS, comme les statuts du Parti, fixait comme objectif la "rupture avec le capitalisme". Mais qui a remarqué que les 110 propositions électorales de Mitterrand évitaient

soigneusement de reprendre cet objectif ? Ce qu'il fit bien comprendre, dès 1983, à ces jeunes Turcs frais émoulus et impatientes qui, par la suite, formèrent sans trop de difficulté cette nouvelle nomenclature socialiste qui généra la fameuse "gauche caviar", laquelle sut rapidement apprécier les dîners en ville avec banquiers, boursiers et hommes d'affaires. Qui se souvient que c'est Bérégovoy qui présida la sauterie au cours de laquelle le célèbre Traboulsi reçut la Légion d'Honneur ? Il est vrai qu'on considère aujourd'hui que Bérégovoy est parfaitement interchangeable avec Balladur.

La grande question est donc celle-ci: qu'est-il possible de faire pour continuer la marche en avant vers "le socialisme", dans les pays où, en apparence du moins, règne l'abondance (nous maintenons le beau mot de "socialisme", malgré les ricanelements des forcenés du libéralisme, car il reste le but à atteindre). Nous en revenons à la fameuse "transition" vers l'économie distributive. Véritable serpent de mer, nos lecteurs, la Grande Relève ne cessent d'évoquer ce problème sans que des avancées décisives se soient clairement imposées. C'est que le problème est plus qu'ardu.

1. Rappelons que le silence médiatique et politique sur nos idées est sans égal. Dieu sait pourtant que nous ne désarmons jamais. En province, il arrive que des journaux reproduisent des articles ou des lettres de nos lecteurs. A Paris, par deux fois (1), nous avons distribué des brochures d'une trentaine de pages à tous les députés et sénateurs socialistes, communistes, radicaux de gauche. Même si nous n'avons eu que quelques réponses - parfois très encourageantes - nous avons la faiblesse de penser que nombre de destinataires ont été sensibles à nos idées. Sans doute sommes-nous - avec d'autres bien sûr - pour quelque chose dans l'instauration du RMI, même s'il n'est

Au travail !

Pour le numéro spécial que la revue **Transversales Sciences-Culture** prépare pour le début de l'année prochaine sur les transitions possibles vers une économie "plus distributive" nous demandons à tous nos lecteurs de nous envoyer les réflexions qu'ils auraient omis de nous adresser en réponse à notre questionnaire de Juin 1990 sur le **revenu de base**, considéré comme une transition, ainsi que leurs commentaires, suggestions, questions ou objections à propos du **contrat civique** présenté en Juin 1991 et dans nos numéros suivants.

Merci d'avance.

qu'une caricature de nos objectifs.

2. Il faut que nous, distributeurs, ayons l'obsession permanente de faire connaître nos thèses.

Comment ?

— en harcelant nos députés (2), nos sénateurs, nos journaux, les associations, les Verts, syndicats, sections PC et PS, Maison des Chômeurs. S'ils refusent la discussion, donnez-leur des GR (nous en disposons) ou des brochures,

— en distribuant des tracts (nous en avons également) dans les réunions, les boîtes à lettres,

— et surtout, en faisant des abonnés à la Grande Relève, même pour six mois (voir encadré ci-dessous) Fixons-nous pour commencer, un abonnement par an. Cela paraît peu et pourtant c'est beaucoup.

3. Si nos idées ne "percent" pas dans la grande masse et la classe politique, elles font leur chemin, sous des formes diverses, parfois assez éloignées des nôtres :

— chez des écrivains connus : Albert Ducrocq, André Gorz (3), Jacques Robin, René Passet, Henri Guitton, Yoland Bresson, Guy Aznar. Beaucoup citent Jacques Duboin et parlent carrément d'économie distributive,

— dans des groupes d'études : BIEN, Europe 93 (4), des revues comme Transversales (5).

4. Enfin, *last but not least*, corollaire des trois points ci-dessus, il faut absolument **que s'instaure un**

contre-pouvoir socio-écologiste fort. Je ne me lasse pas de répéter une évidence fondamentale : dans les luttes menées pour une vie meilleure et plus digne, rien n'a été octroyé par "l'ordre établi". Tout lui a été arraché, souvent au prix du sang, de la prison, de la torture ou de la mort. C'est la logique d'un combat qui ne peut être que dialectique. C'est le poids des forces d'opposition de toutes sortes (syndicats, partis, écrits, violence souvent inévitable) qui a permis d'avancer, même s'il y a eu quelquefois des retours en arrière.

Pourquoi "contre-pouvoir socio-écologique" ? Parce qu'aux forces sociales traditionnelles est venue s'ajouter récemment une force écologique (6), conséquence de la dégradation de la planète par l'industrie et l'agriculture. L'avantage de cette force est de procéder d'une donnée internationale, qui concerne tout le monde. Elle est devenue rapidement assez puissante pour s'avérer incontournable, surtout pour les socialistes, toutes catégories confondues (voir en Allemagne, en France où, à la proportionnelle, aux élections européennes, les Verts ont "fait" plus de la moitié des voix des socialistes).

C'est ce contre-pouvoir écologique qui peut obliger le pouvoir socialiste à être - ou redevenir - un contre-pouvoir au capitalisme et faire "avancer les choses" dans le sens

souhaité par les petits groupes mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus, et nous-mêmes bien sûr ; c'est-à-dire vers une économie **plus** distributive (7).

La marche vers l'économie distributive, compte tenu de l'état du monde actuel, sera forcément une longue marche. Il ne s'agit pas, ce disant, de "désespérer Billancourt". Au contraire. Mais à quoi servirait de continuer à rêver l'impossible (que croyez-vous que ressentirait le jeune - 30 ans - Karl Marx du "Manifeste de 1848", s'il revenait sur terre aujourd'hui ?), ce qui ne peut mener qu'au pessimisme et donc à l'inaction ?

La redistribution (50 % des revenus ?) aura été une étape intermédiaire, une sorte de préhistoire de la distribution telle que nous la préconisons.

Puissent ces réflexions susciter un large débat entre nous. Le problème est d'importance.

(1) En 1983 : "Sortir le socialisme de la crise" ; en 1991, "Un socialisme à visage humain".

(2) Vous pouvez leur écrire. Députés : Assemblée Nationale, Palais Bourbon, 126, rue de l'Université 75007 Paris. Sénateurs : Sénat, Palais du Luxembourg 75291 Paris Cedex 06.

(3) Voir l'article de M-L. Duboin (GR N° 905) sur "Capitalisme, socialisme, écologie" d'André Gorz.

(4) M.L. Duboin, J.P. Mon, R. Marlin ont souvent écrit sur le sujet dans la Grande Relève.

(5) Voir dans Transversales juillet-août 1991, l'article de R. Passet "Le revenu européen de citoyenneté" et les commentaires que nous en avons publiés GR N° 903 (p. 3) et GR N° 904 (p. 9).

(6) Nous espérons que ce ne sont pas les appels du pied de J. Chirac qui feront pencher les Verts majoritairement à droite.

(7) C'est ce qu'a parfaitement compris notre ami R. Marlin en choisissant le titre de son exposé-débat au Club "Défense de l'homme" (voir page 12): "Les transitions vers une économie plus distributive". Tout est dans ce "plus" et dans "les" transitions. Il faut s'y résoudre : le passage global à une économie distributive, nous l'avons vu, n'est pas perceptible à un proche horizon. Il faut donc se battre pour une économie constamment plus distributive, les transitions pouvant être variées.

Voici venir la période des étrennes...

**Le plus beau cadeau
qu'un distributeur puisse faire,
c'est un abonnement à la Grande Relève....**

...alors nous avons décidé d'offrir à tout lecteur qui nous adressera un *nouvel* abonné (au tarif actuel) avant la fin du mois de Janvier 1992, deux des publications présentées en page 2, à son choix, l'une pour lui-même et l'autre pour le nouvel abonné.

Ensuite, hélas, nous allons être obligés de nous aligner : les tarifs postaux viennent encore d'augmenter, comme tous les prix...sauf ceux de La Grande Relève qui sont restés inchangés depuis Janvier 1990. A dater de Janvier 1992, l'abonnement d'un an passera à 120F.

Pub

Par René MARLIN

En raison de la solvabilité insuffisante des consommateurs, les marchés capitalistes sont rétrécis. Le souci primordial des entreprises n'est plus de produire, mais de vendre. La concurrence acharnée s'est transférée dans le domaine de la publicité. Les "spécialistes de la communication de masse" sont devenus des magnats qui brassent des sommes énormes, bâtissent des empires et remplacent les stars du cinéma et de la politique.

Les dépenses publicitaires par habitant sont estimées pour l'année 1988 de 743 à 1046 F, en France, selon les sources (0,9 % du PIB et 1,44 % de la consommation des ménages) et à 1759 F aux Etats-Unis (1). Ce n'est pas négligeable si l'on calcule que les dépenses totales s'élèvent donc à 41 MF et 428 MF respectivement pour les deux pays.

Mais les temps changent. Le citoyen de base, cible des publicitaires, devient de plus en plus exigeant. Il n'est donc pas inutile de faire le point.

SONDAGES

Les publicitaires, en excellents professionnels, savent très bien imposer les idées qui leur sont favorables. Ils utilisent beaucoup, pour cela, des sondages "bidon" qui leur permettent de marginaliser leurs adversaires. Si bien qu'aux Etats-Unis, La Mecque de la pub, quelques syndicats d'étudiants adaptant un amendement à la Constitution qui autorise les accusés à ne pas témoigner contre eux-mêmes, ont conseillé à leurs adhérents de refuser de répondre aux sondages qui pourraient nuire à leurs intérêts. Nous devrions généraliser cette attitude et en faire une protestation contre une simplification abusive qui consiste, sous prétexte de démocratie, à obliger le sondé et indirectement le citoyen à répondre par oui ou par non et, au mieux, plutôt oui ou plutôt non, à des questions soigneusement préparées pour obtenir la réponse souhaitée par l'organisateur du son-

ge et son client. Une autre forme de protestation pourrait consister à mettre en relief la bêtise de certaines questions en donnant des réponses systématiquement absurdes ou incohérentes. C'est déjà, involontairement, le cas de certains sondés. Si l'on demande aux Français : "Etes-vous favorables à la peine de mort ?" La réponse sera hélas positive. Mais si l'on précise : "Est-ce que cette sanction doit s'appliquer, le cas échéant, à vos amis ou parents les plus proches?". La réponse sera, sans aucun doute, très majoritairement négative. Les sondages sont souvent faussés par la timidité, le mensonge, l'hypocrisie ou les préjugés ; même s'il est vrai qu'il s'agit de défauts réels dont ils doivent rendre compte. Ce n'est pas sans raison que le vote réel est, en démocratie, personnel et secret.

Les sondages montrent que les "publiphobes" seraient très largement minoritaires. Alors pourquoi toutes ces astuces (2) pour obliger les pauvres téléspectateurs à absorber leur doses de publicité ? Pourquoi envisager de s'attaquer même à leur inconscient, au moyen d'images subliminales (3) ?

PRÉJUGÉS

Les publiphobes, c'est bien connu, sont des ringards incapables de s'adapter au monde moderne. Oui, nous refusons de nous satisfaire des turpitudes du capitalisme libéral, même s'il nous est présenté, après l'échec de son concurrent le "communisme" totalitaire, comme l'étape ultime de l'organisation économique de sociétés.

Nous dénonçons l'idée selon laquelle les médias ne pourraient pas vivre et prospérer sans la publicité. C'est pourtant ce que véhiculent tous ceux qui ont fait de la radio, de la télévision, même publiques, leur propriété (4), d'où ils essaient de nous en convaincre, alors qu'ils ont seulement la crainte de perdre leurs prébendes financées par la pub. Même ceux de "France-Inter" qui se trouvent limités à une publicité "compensée" c'est-à-dire encore,

mais provisoirement, on le prévoit, sans marque, annoncent joyeusement "pub" comme s'ils pouvaient accéder enfin à un univers doré et lucratif.

Or les capitaux publicitaires ne viennent pas du ciel. Ils sont déboursés par les auditeurs en tant que consommateurs. Nous préferions verser ces sommes directement aux chaînes plutôt que passer par l'intermédiaire des "créatifs" comme ils s'intitulent eux-mêmes sans fausse modestie qui prélèvent tous leur dîme au passage. La redevance actuelle rapporte environ 8 milliards par an, la publicité 2,4 milliards aux radios et télévisions publiques. Il faudrait donc augmenter d'environ 30 % la redevance pour nous affranchir de notre dépendance, au moins sur cette partie du réseau. Est-ce trop cher payer ?

Bien sûr, tous les emplois financés ainsi (5) devraient être supprimés, ce qui est une calamité dans ce régime, mais serait bienvenu dans une économie humaine. Pourquoi imposer la vente de certaines marques, même à ceux qui ne les apprécient pas, par l'effet de la production de masse qui permet de baisser les prix ? Seuls les grands groupes peuvent se le permettre. C'est la "concentration capitaliste monopolistique" dont on connaît les effets néfastes. Pourquoi inciter à consommer des produits gadgets dont l'utilité est douteuse ? Egalement pour offrir des occasions d'emplois dans ce système où, à l'inverse de toute logique, le travail n'est pas destiné à produire, mais où c'est la production qui doit servir principalement à donner du travail. Une autre solution consisterait aussi en la généralisation du système de péage "au temps d'écoute" qui existe, mais en prototype, et qui pourrait être accessible par l'utilisation des cartes magnétiques. Mais là aussi, la conséquence en serait la suppression de postes au service de la redevance !

Quoiqu'il en soit, la qualité des émissions reste, pour le moment,

mise à mal par les chaînes privées financées au moyen de la publicité. Et pourtant, la qualité serait attractive, accroîtrait l'audience, donc les recettes publicitaires, disent leur défenseurs. L'expérience de ces dernières montre bien qu'il n'en est rien. D'ailleurs, il suffisait de l'exemple de la radio, pour le prévoir: RTL et Europe 1 ne brillaient pas par leur intérêt culturel. Sans compter le précédent des chaînes américaines où l'on pouvait observer à l'avance les dégâts de la pollution publicitaire. Mais les raisonnements les plus lucides et les plus clairvoyants ne peuvent rien contre les préjugés de l'argent. Le mercantilisme s'est imposé et progresse, au moins dans les prévisions (6).

AUDIMAT ET ZAPPING

L'audience des chaînes est mesurée par l'Audimat. Les tarifs publicitaires sont fixés en fonction de l'audience qui est également l'un des facteurs intervenant dans la répartition du produit de la redevance. Tous les professionnels se plaignent de la "dictature de l'Audimat". En fait ils regrettent tous de ne pas recevoir assez.

Oui l'Audimat est très criticable. Il enregistre le nombre de récepteurs en service et la chaîne choisie, mais ne décompte pas le nombre de per-

sonnes qui regardent, ni leur présence instantanée, ni surtout leur attention et leur intérêt. Ses détracteurs affirment que la "mire" a, d'après lui, une certaine audience et que même l'absence d'émission en a. Il s'agit probablement de personnes qui se sont endormies ou vaquent à toute autre occupation en ayant oublié de couper leur poste. Des améliorations sont possibles : manoeuvre d'un bouton; possibilité de donner une note, sondages divers (voir ci-dessus), etc... Mais l'on ne saura jamais exactement, par exemple, combien regardent la publicité qui précède, suit ou coupe un programme, ni l'intérêt porté. Sur le premier point, il semble bien que peu s'y intéressent vraiment, sauf exception (7) mais il s'agit là d'un tabou qui remettrait en cause tout l'édifice. Alors, chut ! Le second point pose la question controversée de l'intérêt des programmes qui dépasserait le cadre de cette chronique.

L'Audimat a mesuré (?) le pourcentage de ceux qui zappent durant les écrans publicitaires et qui seraient 4,8 % de l'audience générale. La proportion monterait à 7,9 % chez les jeunes et à 10,3 % dans les classes aisées (?). Ces chiffres sont certainement très sous-estimés.

L'AVENIR

La polémique oppose en ce moment Jack Lang et Georges Kiejmann aux chaînes privées, notamment la 5 et M6, sur l'autorisation d'une seconde coupure publicitaire pendant les films. Les ministres sont accusés de ne pas avoir perdu l'habitude de "diriger" la télévision. Ils répondent en invoquant l'indépendance du CSA (8) qui ne sanctionne pas ces chaînes pour leurs manquements aux cahiers des charges précédemment acceptés (9) et en soutenant qu'il y a au moins une chaîne généraliste en trop, eu égard aux disponibilités financières (10).

En fait, le "marché" français de la pub n'est plus aussi "porteur". La crise du Golfe (?) a obligé les firmes à revoir leurs dépenses dans ce domaine. Et d'ailleurs, le grand frère américain qui, en tout nous donne l'exemple, subit les mêmes effets. "Business Week" de New-York titre, début octobre 1991, sur "Le déclin de l'empire publicitaire américain". Alors que les dépenses publicitaires aux Etats-Unis croissaient en moyenne de près de 6 % du PNB au cours des années 1976 à 1988, elles baissent légèrement depuis 1989, précise-t-il. Il en est de même, bien sûr, de l'emploi qui a atteint 240.000 postes et régresse. Les réseaux câblés et interactifs, l'usage de plus en plus répandu des cassettes sur magnétoscope sont désastreux, ainsi que d'autres techniques de publicité plus "ciblées" sur ordinateur comme le publi-postage. "... Selon Video Story-board Tests l'aptitude des téléspectateurs à retenir les spots... a considérablement baissé depuis cinq ans" (11). C'est une catastrophe... De là à ce qu'elle se propage en Europe et en France... Les citoyens, dont le niveau culturel s'améliore, réagissent de plus en plus contre ce que l'on essaie de leur imposer par la force ou par la ruse. Le câble est un désastre financier. Nous appelons à boycotter la publicité sur tous les médias et notamment à choisir de préférence les marques qui ne font pas de pub.

En fait, ce dont le public a besoin, c'est d'information sur les nouveaux

Tchèques sans illusions

Martin Vaculik, fils d'un écrivain tchèque dissident, rentre d'un voyage à l'Ouest, en France en particulier. Journaliste, il commente dans un grand journal de Prague : "Ce sont les opérateurs financiers qui ont maintenant droit de vie et de mort sur des Etats tout entiers. La situation à l'Ouest n'est supportable que grâce à la croissance de la productivité... Et les gens de l'Est croient que cette profusion est due à la bienveillance paternelle des gouvernements occidentaux.. Laisse-t-on une chance au temps libre et à la culture? Pas du tout ! La civilisation n'a jamais produit autant de stupidités dans de telles conditions de stress ! Et le pire c'est que personne ne sait plus distinguer le superflu de l'essentiel ! Prenons la publicité par exemple moyen de pression, instrument de rééducation anarchique et lieu géométrique de tous les fantasmes. Le pire et le meilleur, le plus souvent associés au profit du mauvais. Il faudrait en restreindre l'extension, tant qu'il est encore temps, tant qu'elle ne fait pas encore vivre trop de gens ! La Tchécoslovaquie deviendrait ainsi le seul pays du monde où — sans sacrifier le bien-être — on n'ajouterait pas aux coûts de production les frais de lavage de cerveau appliqué au consommateur !

Peine perdue. Il est déjà trop tard. Les voilà. "Nous voilà!" (*), s'écrie l'étranger, gonflé de l'orgueil d'être accueilli comme un libérateur."

(*) "Nous voilà!" était un des slogans des manifestants pendant la révolution démocratique de Novembre 1989.

M-L D.

On avance !

produits et ceux qui existent déjà. Elle pourrait se faire sans agressive-
té envahissante sous la forme des
essais comparatifs et des nom-
breuses rubriques explicatives qui
se trouvent déjà dans la presse
"consumentiste" indépendante de
toute publicité, telle que "50 millions
de consommateurs" ou "Que choisir?".
Il faudrait que cette presse
soit soutenue et développée. C'est
ce qui serait fait dans l'économie
que nous préconisons.

(1) 1818 F en Finlande (!) 1800 F en
Suisse, etc... La plupart des chiffres
cités dans cet article proviennent du
"Quid" Ed 1991, sauf indication contraire.

(2) Notamment : synchronisation des
temps d'annonce sur les différentes
chaînes, incorporation de la météo au
milieu des réclames, coupure des films
ou émissions, parrainage avec insertion,
sans parler de la publicité clandestine.

(3) Images introduites dans les supports
vidéo à un rythme trop faible pour être
visible mais qui atteindraient tout de
même le cerveau du spectateur.

(4) "Privatisation" de TF1, en 1987, qui
appartenait pourtant déjà aux téléspec-
tateurs par les redevances payées
depuis 1950.

(5) Y compris la double ou triple inter-
médiation des Régies publicitaires et
des Centrales d'Achat d'Espaces.

(6) Evolution prévue des recettes publi-
citaires en télévision (par an et en mil-
liards): 1991 : 16. 1992 : 18,2 (1988 :
10,1. 1989 : 12. 1990 : 13,8). Les
recettes de ce type constituent en 1990
: 57,5 % du budget de A2 et 14,3 % de
celui de FR3. Nombre de spots publi-
citaires en France (Total) 1985 : 126.000.
1987 : 253.000. Aux Etats-Unis: plus
d'un million.

(7) Par exemple la publicité "Chanel" de
J.P. Goude avec Vanessa Paradis qui
d'après P. Georges (Le Monde du 15
octobre 1991) serait un chef-d'oeuvre
(!) NDR : Publicité pour la publicité.

(8) Conseil supérieur de l'Audio-visuel.

(9) En particulier le quota de 60 %
d'oeuvres de fiction européennes et
40% d'oeuvres de fiction françaises des-
tiné à défendre nos créateurs et plus
généralement notre civilisation contre
l'envahissement des séries américaines
bradées car déjà amorties sur leur mar-
ché.

(10) Ils souhaitent la fusion de la 5 et de
M6.

(11) De 64 % en 1986 à 48 % en 1990:
nombre de ceux qui sont capables de
citer un spot vu au cours des quatre
semaines précédentes.

Aux lecteurs qui nous écrivent que
nous devrions plus souvent agir
auprès des politiciens, ou qu'ils sont
désespérés de voir que "nos idées
ne percent pas", nous sommes heu-
reux de signaler deux évènements
récents qui prouvent le contraire :
Dans "les affranchis de l'an 2000",
on se souvient que les jeunes par-
tent faire un "service pénible" de
quelques mois à l'étranger. Eh bien
la même chose vient d'être créée en
France : le service national humani-
taire. Avant la fin de l'année, cin-
quante quatre jeunes auront quitté
la France pour participer pendant
seize mois à des projets humani-
taires : travail social dans les bidon-
villes de Buenos-Aires, création
d'un centre de documentation au
Bénin et d'un dispensaire à Mada-
gascar, amélioration de l'habitat
dans la banlieue de Lima. Toute col-
lectivité peut soumettre un projet
précis à but humanitaire au Secréta-
riat d'Etat à l'action humanitaire qui
déterminera sa recevabilité, en
accord avec le bureau chargé des
formes civiles du service national.

Les volontaires touchent une solde
mensuelle et bénéficient de la pro-
tection sociale.

L'an prochain, ce service national
humanitaire sera consacré dans le
Code du service national.

Quel progrès !

Deuxième preuve que nos idées
font leur chemin : le fait que dans le
nouveau texte du programme socia-
liste, on retrouve des idées et même
des termes originaux qui figurent
dans nos deux récentes brochures
"L'économie libérée" et "Un socialis-
me à visage humain" qui ont été
envoyées aux parlementaires. Par
exemple, dans l'introduction du pro-
jet socialiste, dont le maître d'oeuvre
est M. Charzat, on lit "nous propo-
sons le nouvel horizon d'une
citoyenneté intégrale" ; or, page
26 du "socialisme à visage humain"
on lisait : "l'homme, en tant qu'indi-
vidu libéré aura alors acquis la
citoyenneté intégrale".

Coïncidence ? Sans doute pas, car
une lettre récente d'André Mauroy,
remerciant A. Prime de lui avoir
adressé les deux brochures citées,

précisait qu'il les transmettait à
Michel Charzat. Comme ce dernier
avait reçu directement lesdites bro-
chures, il a sûrement eu la possibili-
té de les lire.

Réjouissons-nous si nos idées ont
ainsi pu inspirer ce nouveau projet,
dans lequel on trouve des sous-
titres tels que : **Assumer une dis-
sociation entre le travail et le
revenu** ou encore **Une civilisation
du temps libéré : libérer le temps
de vivre** et sous lesquels on lit :

"Evoquer la dissociation entre reve-
nu et travail, c'est d'abord faire le
constat d'une évolution qui a com-
mencé au début du siècle" et "La
dissociation entre acquisition du
revenu et travail, entre financement
de la protection sociale et travail,
conduit à imaginer une nouvelle
conception de la répartition du reve-
nu prenant en compte l'ensemble
d'une vie". "... les socialistes formu-
lent le projet d'un partage des pro-
jets de vie, assurant l'indépendance
et la dignité de chacun dans une
civilisation du temps libéré..." "Nous
sommes conduits à nous interroger
sur l'idéologie du travail, non pas
pour nous livrer à un éloge de la
paresse, mais pour fonder, sur
d'autres valeurs que le rendement
et la performance économique, la
qualité de la vie". "La révolution
technique a multiplié par quatre la
productivité depuis la fin de la
Seconde Guerre mondiale". "Les
socialistes, confrontés à l'incapacité
actuelle de la société à distribuer de
façon équilibrée le travail, le temps
disponible et les richesses pro-
duites, proposent de développer de
nouvelles activités rémunérées
dans le domaine des services non
marchands (aide aux personnes
âgées, assistance maternelle, lo-
sirs, éducation...) domaines où de
nombreux besoins restent insatis-
faits".

Belles paroles. Attendons la suite.
Enfin, un dernier mot à signaler:
Simone Veil, le 3 novembre, affir-
mait à "l'Heure de Vérité" : "Il faut
un choc... il faut une VIe Répu-
blique". Idée qui était chère à l'ami
Félix Lévy.

M-L D. et A.P.

EMPLOI-CHOMAGE :

PLAISANTINS OU CYNIQUES ?

"L'emploi, c'est la première de nos obligations. J'y consacrerai toute ma volonté". Mitterrand, campagne présidentielle 1981.

"Il n'y aura plus un seul chômeur de 16 à 18 ans en décembre 1982". Pierre Mauroy, premier ministre, 1981.

"Je peux garantir que le chômage sera réduit en France à l'horizon de 1992". Pierre Bérégovoy, club de la Presse d'Europe 1. Evidemment, s'il est réduit de 0,01 %, il pourra dire qu'il avait raison !

La vérité c'est que depuis que la gauche est au pouvoir, le chômage réel a été multiplié par près de deux. Usinor-Sacilor (pour ne prendre que cet exemple) : suppression de 6.700 emplois d'ici à fin 1994. Raisons invoquées :

- l'objectif de la Compagnie est un gain de productivité minimum de 2,5%. = 1.500 suppressions de postes chaque année.

- le niveau de compétitivité (encore elle !) de la filiale Unimétal (filière fonte) ne peut être maintenu à un niveau satisfaisant d'où fermeture des "sites" (c'est l'expression consacrée) de Caen (1.300 personnes) et Gandrange-Rombas en Lorraine. (d'après le Monde du 9 novembre).

Et cet exemple aveuglant (+2,5 % de gain de productivité = 1.500 emplois en moins par an) n'empêchera pas nos ministres et économistes de pacotille d'affirmer que l'investissement productif est créateur d'emplois. Il faut dénoncer plus fort que jamais cette supercherie qui dure depuis des décennies, que nos gouvernants soient de droite ou de gauche.

AGRICULTURE : SOYONS CLAIRS

Mitterrand, en colère contre les paysans casseurs, a révélé qu'ils recevaient 156 milliards d'aide. Cela représente environ 2.800 F. par habitant, soit plus de 11.000 F. par an pour une famille de quatre personnes.

Si vous repreniez les chiffres officiels du ministre des Finances rappelés dans la GR d'octobre, page

10, cela équivaut à peu près au montant de l'impôt sur les sociétés : 170 milliards. (Rappelons que depuis 1981, l'impôt sur les bénéfices industriels n'a cessé de baisser). Pourquoi tous les pays industrialisés subventionnent-ils si fortement les produits de la terre ? La réponse est simple. Les agriculteurs ne représentent plus que 3 à 4 % de la population active : mécanisation, rendements sans cesse accrus (peu importe les méfaits que dénoncent les écologistes). Or s'il fallait appliquer la vérité des prix, il faudrait augmenter les salaires de 15 à 20%, surtout ceux qui, en France, concernent les 12 millions d'actifs sur 22 et qui, de l'aveu même de Rocard, alors premier ministre, ne perçoivent que 6.000 F. ou moins par mois. Ces salariés consacrent une part très importante de leur budget à l'alimentation.

Avec des salaires accrus de 15 à 20%, notre industrie - et nos services - ne seraient absolument plus compétitifs, notamment avec les pays en voie de développement, pays à bas salaires.

C'est pourquoi, tous les pays industrialisés - y compris les Etats-Unis - préfèrent subventionner 3 à 4 % de la population active - les agriculteurs - plutôt que d'augmenter les salaires de millions de salariés du secondaire et du tertiaire de 15 à 20 %.

A.P.

QUI LE DIT ?

"Les plus grands déçus du socialisme sont les socialistes eux-mêmes. Ils ont le sentiment d'avoir perdu leur âme et ils ne savent plus quelle politique ils défendent. Quant à la moralité, quelle crédibilité nous restera-t-il, demain, pour dénoncer la République bananière des autres?"

Qui dit cela ? La droite ? Vous n'y êtes pas : c'est un député socialiste de la Dordogne, Michel Suchod, suivi par beaucoup d'autres : Belorgey, Vidal, Hollande, Bouchardeau (apparentée) etc. (Le Monde 6-11)). On comprend que Jean-Marie Colombani, dans le Monde du 7 novembre écrive : *"Aujourd'hui la gauche est à court d'idées et à bout de souffle"*. Alors puisque nous ne sommes pas "à court d'idées" pre-

Alors quoi ?

Capitalisme, communisme et socialisme ont commis et commettent encore les mêmes erreurs et les mêmes abus.. Il en sera toujours ainsi puisqu'ils dépendent de la loi du profit, l'argent-profit étant leur maître, le maître des maîtres. C'est pour cela que tous les humains sont devenus des pauvres esclaves, dorés ou misérables, dans ces systèmes qui portent le nom d'Economie mais qui entretiennent les misères, fabriquent des armements et gardent les peuples dans l'ignorance....

Albert Chantraine

nous la relève, la grande relève, auprès de ces messieurs pour leur redonner un peu de souffle

ON PEUT LE CROIRE

Le *"Canard enchaîné"* est très rarement démenti. Dans le numéro du 30 octobre, on peut lire que le Docteur Garetta, un des responsables du sang contaminé par le Sida, a perçu, en contrepartie de sa démission, la bagatelle de 3 millions de francs. Aux contaminés - dont beaucoup sont morts - on proposait, contre leur engagement de "s'écraser", 100.000 francs !

Dans le même numéro : *"Chaban Delmas a affirmé avoir conseillé au futur président des Etats-Unis, le général Eisenhower, en 1952, d'aller voir Staline sitôt élu et de le menacer au nom de "Dieu et de la Providence" (sic) de "vitrifier" tous les centres de recherche et de fabrication nucléaires soviétiques..."*. Seuls les Etats-Unis avaient le bon Droit pour eux !

FAUDRAIT SAVOIR !

Aux actualités d'Antenne 2, le 2 novembre, quelqu'un interroge des Moscovites qui font la queue pour avoir nourriture ou essence. L'un des interviewés répond : *"Ce que je peux dire, c'est que du temps de Brejnev, les magasins étaient approvisionnés. Aujourd'hui, il n'y a plus rien"*. Et d'affirmer sa confiance en Boris Eltsine et sa méfiance envers Gorbatchev.

“Capitalisme contre capitalisme”

Dans son nouveau livre, portant ce titre, Michel Albert écrit (*):

“Aujourd’hui, et pour la première fois dans l’Histoire, le capitalisme a vraiment gagné. Sur toute la ligne. C’est une question réglée. Peut-être la plus grande question du siècle.”

Un de plus qui, péremptoirement, salue la victoire sans appel du capitalisme sur le communisme.

Cela dit, Michel Albert consacre plus de 300 pages à démontrer qu’une nouvelle lutte gigantesque va opposer deux capitalismes :

— l’un sérieux, misant sur le long terme, associant étroitement banques et industries, qu’il appelle le *“capitalisme rhénan”*, comprenant essentiellement l’Allemagne, la Suisse, la Hollande... et le Japon qui, par de nombreux aspects, s’y apparente ;

— l’autre, décadent, procédant de *“l’économie casino”*, qu’il s’agisse de la finance ou de l’industrie, misant avant tout sur le court terme, le profit immédiat et qu’il appelle *“le capitalisme anglo-saxon”* (Etats-Unis et Angleterre).

Dans les grandes lignes de son analyse, nous ne pouvons qu’être d’accord avec lui, du moins lorsqu’il dénonce et décrit les effets du libéralisme sauvage de Reagan et Thatcher.

Voici quelques passages d’un auteur, grand patron des AGF, qu’on ne peut soupçonner d’antiaméricanisme primaire :

“Qu’est-ce qui frappe aujourd’hui le visiteur d’une grande ville américaine ? La saleté, la rouille, les ordures, les dégradations de toute espèce...”

Dès qu’on y regarde de plus près, on découvre aussi une dégradation sociale. Comment se fait-il que, parmi tous les pays développés, l’Amérique soit devenue le premier pour le crime et la drogue et le dernier pour les vaccinations et le taux de participation aux élections ?...

Dégradation des grandes villes américaines ? Les deux capitales sont en quasi-faillite.

Le nouveau maire de New-York a

été contraint, pour réduire l’énorme déficit budgétaire de la ville, de licencier à partir de l’été 1991, 30.000 employés municipaux dont 4.000 professeurs, soit 10 % des effectifs permanents...

Dans la seule année 1989, 21.000 assassinats ont été recensés dans tout le pays (on en prévoyait 23.000 pour 1990). Aujourd’hui plus d’un million de citoyens américains sont en prison, et plus de trois millions sous contrôle judiciaire.

En dix ans, la population pénale américaine a plus que doublé, dépassant maintenant de 30 % le taux record de l’Afrique du Sud (4,26 o/oo contre 3,33 o/oo). Quel mot faudra-t-il inventer pour désigner ce “goulag”-là ? Qu’arrive-t-il

**Ouvre grandes les fenêtres
Sur un autre monde à naître
Qu’il faudra bien inventer
Pour qu’ensemble se fiancent
Dans une même espérance
Socialisme et liberté.**

Jean Ferrat

donc à l’Amérique ?...

Quant aux munificents golden boys de la période Reagan, ces jeunes surdoués de la finance arborant des costumes à 2.000 dollars et capables de faire fortune en trois mois, ils sont en déconfiture. Ou en prison. La plus grande faillite de tous les temps est celle des centaines de caisses d’épargne (Savings and Loan) qui avaient fait les beaux jours de la Bourse en folie, et laissent un trou dont nul ne sait s’il n’atteindra pas les 500 milliards de dollars, soit l’équivalent d’au moins 10.000 francs pour

chaque Américain. A payer par l’ensemble des contribuables...

Le dualisme, c’est la coupure, la ségrégation de fait, l’apartheid économique” en vigueur dans une société définitivement et cruellement “à deux vitesses”. Une société où les différentes catégories de population vivent, en fait, sur deux planètes différentes qui s’éloignent chaque année un peu plus l’une de l’autre. Or, ce dualisme-là s’est généralisé aux Etats-Unis, notamment sous l’effet de la politique ultra-libérale de Reagan. Dualisme entre riches et pauvres, certes, mais aussi entre les grandes universités et un système scolaire délabré ; dualisme entre des hôpitaux ou cliniques ultramodernes et toute une infrastructure hospitalière aussi coûteuse que dépassée ; dualisme industriel, enfin, isolant des industries de pointe - le plus souvent liées au budget de la Défense - qui placent les Etats-Unis dans le peloton de tête et qui contrastent avec les retards cumulatifs de nombreux autres secteurs.

Le plus important résultat du libéralisme reaganien a probablement été, on le sait, l’augmentation de l’écart entre riches et pauvres. Ce fut prétendument le “prix à payer” pour “remuscler” l’Amérique. Un prix très élevé pour un résultat économique médiocre.”

Arrêtons-nous là ! Il faut lire le livre pour avoir une vue globale de la lutte “ capitalisme contre capitalisme”.

Tout cela ne nous surprend pas. Relire , en effet, nos articles :

- America, America. GR janvier 1985.

- Cancer généralise. GR octobre 1985.

- Dollar : la quadrature du cercle. GR janvier 1986.

- Déclin de l’empire américain. GR juillet 1987.

André PRIME

— —

(*) aux éditions du Seuil

bloc-notes

associations

G.L.E.D.
Groupe Liègeois
 pour l'**Economie Distributive**
 a publié la brochure
 " Muter ou chuter "
 et diffuse livres et journaux
 distributistes en Belgique.

*

G.S.E.D.
Groupe des Salariés
 pour l'**Economie Distributive**
 11, rue St Vincent-de-Paul
 13000 MARSEILLE

*

EDEN
Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle
 2, rue Berthe-de-Boissieux
 38000 GRENOBLE

*

LI A CO FA
Liaison et action contre la faim
 4, square du Nouveau Belleville
 75020 PARIS

*

UNION PACIFISTE
 4, rue L. Hoche
 92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE
 15, rue Victor Duruy
 75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000
 contact : L.Gilot
 12/59 rue de Belfort
 92110 CLICHY

*

A CONTRE COURANT
 syndical et politique
 4 rue des Iris
 52100 SAINT DIZIER

revues

TRANSVERSALES
Sciences-culture
 29, rue Marsoulan
 75012 PARIS

*

L'HOMME LIBRE
 BP.205
 42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE
 11, rue du Monnel
 7500 TOURNAI Belgique

*

TAM-TAM
 33, rue de Rénipont
 1380 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE
 127, rue de Fernelmont
 5020 CHAMPION Belgique

*

AGIR ICI
pour un monde solidaire
 17, place de l'Argonne
 75015 PARIS

*

COMBAT NATURE
Revue des associations
écologistes et de défense
de l'environnement
 affirme dans sa présentation:
"L'équilibre et le bonheur de
l'homme doivent passer avant la
production, le profit et la consom-
mation. Les besoins collectifs
avant les intérêts privés et l'avenir
du monde avant l'exploitation
aveugle de la Terre."
 BP 3046
 24750 PERIGUEUX

Des chiffres

Plus d'un milliard de personnes, dans le monde, gagnent moins d'un dollar par jour. Deux milliards de personnes souffrent du manque d'eau. Un milliard de personnes sont analphabètes.

(Forum du Développement
 juillet/août 91)

Dunkerque possède une éolienne qui débite 480.000 kilowatts par an. Cela représente une économie de 45.000 litres de fuel chaque année.

(Calypso Log. mai 91)

C'est 55.000 emplois, une bagatelle, que le nouveau patron de Philips a supprimés, pour redresser le géant européen de l'électronique, qui a accusé un déficit de 13 milliards de Francs en 1990.

Les 25,1 millions d'hectares retirés de la production agricole aux Etats-Unis en 1991 représentent, au total, 16 % de la surface cultivable. Ce gel des terres se fait pour soutenir les prix et les revenus agricoles.

(Le Sillon belge, 14 juin 91)

Texas-Instruments Inc. (Dallas) et la Southern California Edison Co. auraient découvert un moyen de fabriquer des cellules solaires peu chères au départ de silicium à faible degré de pureté (70 FB/kg) au lieu du silicium pur (2.700 FB/kg).

(Spectrum, IEEE)

Sur l'île d'Hawaï, on produit depuis 11 ans du courant électrique au Laboratoire National de l'Energie, par différences de températures de l'eau de mer. L'eau de surface vaporise de l'ammoniaque entraînant un turbo-générateur. La vapeur est condensée ensuite grâce à l'eau froide puisée à 660 m de profondeur.

(National Geographic Magazine)

Exposé-débat :

Au club " Défense de l'homme",
 le lundi 16 Décembre à 19 heures 30,
 notre ami René Marlin parlera sur
"Les transitions vers une économie plus distributive",
 salle de la Libre pensée, 10 rue des Fossés Saint-Jacques, 75005 Paris

Croissance et chômage

par Léon GILOT

Les principaux dirigeants ou leaders politiques se lamentent périodiquement sur la faiblesse de la croissance, le développement de celle-ci étant indispensable pour résorber le chômage. Mais aucun d'eux ne semble rechercher les causes de sa stagnation. Or pour que cette croissance se développe, il est évident qu'il n'y a que deux solutions : ou exporter davantage ou accroître la demande intérieure en augmentant le pouvoir d'achat des salariés, retraités et divers exclus.

La première solution suppose une certaine compétitivité face à la concurrence internationale, et l'existence de clients solvables dans les divers pays importateurs. Or si les besoins existent, les ressortissants disposent généralement d'un faible pouvoir d'achat, notamment dans les pays pauvres. De là d'ailleurs le fructueux commerce des armements vendus aux Etats, souvent à crédit, et qui a pour conséquence d'accroître la dette de ces pays.

La seconde solution, dans le système capitaliste, provoque d'une part, l'augmentation des coûts salariaux, des charges sociales et impôts, ou du déficit budgétaire, et d'autre part, l'augmentation de l'importation de produits qui ne sont plus fabriqués en France, ou sont achetés moins cher hors de nos frontières, ce qui accroît le déficit de la balance commerciale.

On voit donc que la solution n'existe pas dans le système capitaliste où les divers dirigeants s'obstinent à rester, au prix de reniements successifs de leur programme et de leurs promesses électorales. A moins de recourir à l'ultime moyen qu'est un conflit armé, pour relancer l'industrie et diverses activités, au mépris des besoins sociaux, et sans se préoccuper du déficit budgétaire. Dans le contexte actuel, le chômage ne peut donc que s'aggraver. On combat l'inflation en rognant sur le pouvoir d'achat des salariés, retraités et exclus, ce qui a pour effet de diminuer la demande des consom-

mateurs. Or les producteurs et commerçants n'ont pas encore compris que pour vendre, il faut des clients, et donc une politique de salaires convenables et suffisants.

Jacques Duboin...s'est pourtant évertué au cours de sa longue vie militante à répéter ces évidences: "*Qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre*" et "*Les progrès techniques créent l'abondance des biens de consommation en même temps qu'ils suppriment du travail humain*". Sans doute de nouveaux emplois ont-ils émergé, surtout dans le secteur tertiaire, qui n'est pourtant pas exempt non plus de restructurations et suppressions d'emplois, mais il est évident aujourd'hui que dans les secteurs primaire (agriculture) et secondaire (industrie), la main-d'oeuvre humaine tend inexorablement à diminuer. Les hommes politiques et nombre d'élus locaux, dont beaucoup n'ont hélas aucune formation économique, se heurtent donc à des problèmes qui les dépassent, faute d'y avoir consacré de profondes réflexions et de grands débats nationaux.

En matière de chômage par exemple, les divers partis politiques sont avares de mesures concrètes pour le combattre et le faire disparaître. Quand on se penche sur

l'évolution du nombre de chômeurs depuis 1974, on constate qu'aucun gouvernement n'a pu enrayer son accroissement inexorable. C'est ainsi que de 430.000 chômeurs en mai 1974, sous le tandem Giscard-Chirac, ce nombre est passé à 925.000 en septembre 1976. Ensuite sous Giscard-Barre, il a atteint en mai 1981 le chiffre de 1.731.000 chômeurs. Depuis mai 1981 et l'élection de François Mitterrand, ce nombre a été porté successivement sous le gouvernement Mauroy à 2.147.000 en juin 1984, puis avec le gouvernement Fabius à 2.388.500 en mars 1986, ensuite à 2.558.800 en mai 1988 sous le gouvernement Chirac, à 2.688.900 en mai 1991, sous le gouvernement Rocard, et à 2.745.500 en août 1991 avec le gouvernement de Madame Cresson.

Nous n'entrerons pas ici dans le débat sur les "*faux chômeurs*" ou ceux qui ne sont pas comptabilisés. Il est certain qu'il existe des anomalies, des fraudeurs et des demandeurs d'emploi peu motivés et qu'il faut lutter contre les abus. Mais il y a beaucoup plus de vrais chômeurs et de situations désespérantes.

Pour la seule année 1991, j'ai noté les suppressions d'emploi suivantes:

- mars : IBM 14.000 licenciements dont 1.000 en France;
- avril : Michelin : suppression de 4.900 emplois;
- mai : Groupe américain General Dynamics (industrie d'armement) 30.000 salariés licenciés - Rolls Royce (groupe britannique) suppression de 6.000 emplois;
- juillet : FR3 500 emplois supprimés;
- août : Groupe français DMC, 1.500 suppressions d'emplois - un tiers (30 % soit 2.627) entreprises industrielles françaises estiment être en sureffectifs - INSEE : l'industrie française a perdu un million d'emplois en vingt ans - GEC Alsthom : 300 licenciements - Citroën Rennes: 1.800 suppressions d'emplois;
- septembre : Usinor, 4.000 à 5.000 licenciements prévus en 1992 sur 66.000 salariés - Bull Belfort, 1.000 licenciements - Air France, 3.000 suppressions d'emploi.
- octobre : Rhône Poulenc, 1.000 licenciements - Dassault Aviation, 730 suppressions d'emploi - Constructeurs automobiles, 7.000 licenciements (Renault, 4.000 - Peugeot, 940 - Citroën déjà cité 1.800).

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

En réalité, le marché du travail a subi de profondes transformations. Le travailleur "aux mains nues", sans qualification, a de plus en plus de difficultés à s'insérer dans une société de plus en plus informatisée, automatisée, où les connaissances techniques sont indispensables...

...Il existe aussi des pénuries de main-d'œuvre qualifiée (notamment des techniciens et cadres). Actuellement 45 % des entreprises (contre 15 % en 1986) font état de difficultés de recrutement. Ces pénuries ressortent des problèmes de qualification, mais aussi de mobilité, de moyens de transport, de salaires insuffisants, des perspectives professionnelles ou de logement à proximité du travail proposé...

Des centaines de milliers de personnes vivent dans des taudis et attendent un hypothétique logement social... Si l'on s'engageait dans une politique immobilière d'envergure, beaucoup de branches d'activité embaucheraient.

Dans la fonction publique, il existe un malaise profond. Les infirmières et les assistantes sociales se plaignent du manque d'effectifs, de leurs conditions de travail, du manque de moyens, de leurs salaires insuffisants. Dans l'enseignement... il faudrait recruter davantage pour combattre l'échec scolaire...

Mais voilà, l'Etat n'a pas d'argent. Cependant nous continuons à consacrer 15 % du budget de l'Etat, soit 220 milliards aux dépenses militaires, plutôt que d'en affecter une partie à l'avenir de la France et du tiers-monde!...

Cette orientation aberrante n'émeut pas nos humanistes de salon!

L.G.

Depuis une dizaine d'années, je m'intéresse aux problèmes économiques de notre époque. J'ai découvert les thèses de l'Economie Distributive à la lecture des ouvrages de votre père, des revues comme la Grande Relève, le bulletin des GSED et de l'Autogestion Distributive. Ces thèses apparaissent particulièrement intéressantes, et à mon avis, représentent les solutions qui répondent le mieux aux graves déséquilibres observés dans le monde.

Cependant, à l'heure où il est urgent de travailler dans le but de faire avancer nos idées, je suis profondément désappointé de constater que le mouvement abondantionniste est divisé. Nous constatons souvent le découragement des sympathisants et adhérents potentiels qui nous objectent le manque de cohésion du courant distributif et qui ne conçoivent pas ces divisions...

Dans un premier temps, nous pourrions envisager des échanges d'articles dans nos revues respectives, d'organiser des réunions communes dans le but d'échanger nos points de vue, de créer une structure donc l'activité principale serait d'interpeller les décideurs et les politiciens sur toutes les questions économiques et par cette action profiter des supports médiatiques pour nous faire connaître...

D.C., Montreuil

Réponse: D'où vient cette affirmation que le courant distributif est divisé et que cela décourage de potentiels sympathisants? Relisez, par exemple, l'article de R. Marlin intitulé "Stratégies", dans notre n°897, je pense que cela vous rassurera. D'ailleurs, justement, la meilleure preuve que la division dont vous parlez est un bobard, c'est que René Marlin, l'un des (rares) adh-

rents restés au MAD, est aussi l'un des principaux rédacteurs de la Grande Relève et un de ses plus efficaces collaborateurs. Alors méfiez-vous de ce que certains sont capables d'inventer pour ne pas admettre qu'ils se sont trompés ou pour mettre leur échec sur la faute des autres ! Depuis que la Grande Relève est redevenu le journal de tous les distributistes, les lecteurs peuvent non seulement y trouver les arguments d'actualité dont ils ont besoin pour alimenter leur propagande, mais tous peuvent aussi y exprimer leurs réflexions susceptibles de faire avancer nos idées.

En ce qui concerne votre seconde suggestion, il ne nous appartient pas, en tant que journal, d'organiser les réunions dont vous parlez. L'échange de points de vue que vous proposez est celui que nous faisons dans nos colonnes (enquêtes, rubrique courrier, Tribune Libre etc). Chacun peut s'y exprimer posément, en pesant ses mots, en prenant le temps d'être concis. Au contraire des réunions où il se trouve toujours, vous le savez bien, des "accapareurs de parole".

Quant à votre troisième suggestion, nous ne pensons pas avoir besoin d'une telle structure formelle pour interpeller les décideurs. Il y a longtemps que nous le faisons. Et nous constatons que beaucoup d'entre eux arrivent à nos conclusions (voyez par exemple page 9 de ce numéro). Qu'importe si c'est le résultat de nos actions ou si c'est parce que les réalités sur lesquelles nous nous appuyons sont de plus en plus évidentes, l'important pour nous est qu'ils y viennent !

M-L D.

Le numéro de novembre de la Grande Relève est très bien. A mon sens, il peut s'adresser et surtout être diffusé auprès des éléments de gauche, aux syndicats par exemple,...

Certains faits, dans mon entourage, laissent à penser qu'il y a une ouverture pour la recherche d'éléments nouveaux, car certains militants ne se satisfont plus du ronron habituel qui ne débouche sur rien de nouveau et qui prend de plus en

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

Melle Pineau 290 - V. Antoniuk 95 - R. Claustre 190 - R. Niquet 45 - R. Jubert 110 - Mme Carbonnel 345 - L. Poyet 100 - Mme Kekenbosch 90 - J. Mahé 40 - M. Petit 40 - R. Carpentier 50 - Mme Lahens 300 - Mme Buguet 200 - P. Delpon 35 - Mme Bour 140 - Veronese 30 - V. Abecassis 80 - D. Touleub 90 - Mme Gaidou 90 - A. Robin 90 - G. Maurice 90 - P. Béné 200 - J. Valat 200 - R. Pellet 45 - P. Rivallant 155.

Total 3.140 francs.

Merci à tous !

plus de retard sur les évènements. Notamment quand certains syndicalistes "responsables" affirment encore que les progrès techniques ne suppriment (ou ne doivent pas supprimer) des emplois : Peugeot, Renault, les petits transporteurs, les dockers en effervescence devant la crainte de milliers de licenciements vont-ils enfin leur ouvrir les yeux... et surtout l'esprit pour envisager d'autres formes d'actions revendicatives et surtout de propositions pour transformer la société ? A ce sujet, nous espérons fermement qu'un jour nos propositions originales seront prises en considération par des militants et des responsables.

Devant l'échec du "socialisme" à l'Est et dans d'autres régions ou pays, la barre de tout l'univers est mise à droite par les puissances financières internationales, laissant penser aux masses populaires qu'il n'y a pas d'autres alternatives que l'Economie de marché.

Ces braves gens ne se rendent pas compte que l'Economie de marché engendre forcément le capitalisme sauvage qui fait fi des laissés pour compte, de la misère, des guerres qui pourront en découler : elles sont déjà enclenchées par la renaissance des nationalismes qui ne peuvent que servir la finance au détriment de la vie de ces pauvres peuples, ethnies ou religions qui se déchirent.

Le 6-11, sur FR3 "La marche du siècle" ayant pour thème "La planète Reeves" a fait prendre conscience à beaucoup de ce que représente l'univers, la fragilité de son environnement, mais aussi les espoirs que l'homme pourrait tirer de la science.

Malheureusement, ni Jean-Marie Cavada, ni les participants n'ont évoqué les changements socio-économiques que la Science impose.

Cela nous convainc que depuis 60 ans, nous sommes dans le bon chemin. Eclairons la route en évitant les ornières, nous déboucherons un jour sur la clairière.

P.B., Bagnolet

Je suggère à tous vos lecteurs, où qu'ils soient, d'utiliser le courrier des lecteurs de leurs journaux locaux pour repérer des gens susceptibles de s'intéresser à nos thèses, leur envoyer des documents en donnant leur adresse pour engager le dialogue avec eux.

R.B., Cergy

Réponse. Espérons que votre suggestion inspirera nos lecteurs, nous avons toujours des brochures à leur disposition.

Je suis abonné à la Grande Relève et m'intéresse au mouvement Français pour l'Abondance depuis 45 ans. Bien entendu, si je suis de plus en plus persuadé de la justesse de nos thèses et m'efforce d'en diffuser au maximum les fondements, je suis, comme beaucoup d'autres, en bute aux railleries, à l'indifférence, et même au mépris de la plupart de mes interlocuteurs qui me prennent pour un doux rêveur...

En définitive, n'ont-ils pas raison? En effet, ce n'est pas MOI qui vais changer le monde... et ils se disent que ce ne sont pas EUX non plus, individuellement. Ceci est logique, car ils ne sont pas informés... Il y a de très nombreuses années, le MFA a failli sombrer à cause de querelles entre ceux qui voulaient simplement porter la bonne parole et ceux qui voulaient agir et ce de façon politique en engageant le MFA dans des campagnes électorales. Les modérés l'ont emporté et sans doute parce qu'à cette époque, il était plus sage d'agir ainsi.

Depuis, beaucoup de choses ont changé dans tous les domaines. Tous ces bouleversements ne seraient-ils pas propices à un renversement de la vapeur? Le MFA ne devrait-il pas maintenant bouger et se faire connaître publiquement et officiellement en profitant de tribunes à l'occasion des élections législatives?

Nos thèses trouveraient alors des tribunes pour s'exprimer.

A.D., Orléans

Réponse. D'abord bravo pour votre persévérance. Dites-vous bien que c'est ceux qu'on qualifie d'utopistes qui, le plus souvent, font avancer les choses! Non, ce n'est pas VOUS seul, ni MOI seule qui allons changer le monde. Mais nous avons cet énorme avantage d'avoir compris à quelle vitesse le monde change, et aussi le mérite de proposer des moyens pour que le changement, inévitable, de civilisation se fasse dans le bon sens.

Je crois qu'effectivement, il y eut débat, il y a très longtemps, à propos d'une action politique. Mais le MFA dont vous parlez, et qui n'existe plus depuis près de vingt ans, n'avait-il pas soutenu une liste aux législatives, juste avant la déclaration de guerre de 1939 ? Elle avait à sa tête, sauf erreur de ma part, le remarquable orateur qu'était Jean Maillot.

Beaucoup plus récemment, je vous rappelle qu'aux dernières législatives, une autre liste a été constituée, dans le 5^{ème} arrondissement de Paris, sous le nom d'économie libérée. Elle a obtenu peu de suffrages, malgré les gros efforts déployés par les camarades inscrits, Guy Marchand à leur tête.

Tous les distributistes enragent de ne pas voir exposer leurs thèses partout et obtenir autant d'audience chez les médias que, par exemple, les abominables propositions du Front National. Mais hélas, il ne suffit pas de se présenter, même avec beaucoup d'énergie, et même avec quelque chose de sérieux à proposer. L'importance des médias, et leur coût, sont devenus tels que pour créer un parti politique qui fasse parler de lui, c'est -à-dire susceptible de présenter des listes dans plusieurs circonscriptions, ce sont des dizaines et des dizaines de millions de Francs (des nouveaux, évidemment) qu'il faut trouver. Où? Vous avez entendu parler des affaires de fausses factures et autres moyens obscurs qu'utilisent TOUS les partis politiques aujourd'hui ! Sommes-nous prêts à employer ces moyens, surtout dans un contexte où la majorité des électeurs est écœurée par les politiciens?

M-L.D

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.